

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 19 DÉCEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3

OBJET DE LA DECISION

N° 22/695

**PROLONGATION DES
CONTRATS D'AMODIATION A
LA CCI METROPOLITAINE ET
TERRITORIALE DU VAR POUR
LA SOCIETE
"INTERNATIONAL MARINE
SERVICES" (IMS) - DU 1ER
JANVIER 2023 AU 31
DECEMBRE 2024**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Robert CAVANNA, Mme Nathalie BICAIS.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/695

BUREAU DU 19 DÉCEMBRE 2022

**O B J E T : PROLONGATION DES CONTRATS D'AMODIATION A LA
CCI METROPOLITAINE ET TERRITORIALE DU VAR
POUR LA SOCIETE "INTERNATIONAL MARINE
SERVICES" (IMS) - DU 1ER JANVIER 2023 AU 31
DECEMBRE 2024**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le Code des Transports,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au
Président et au Bureau,

VU la délibération n°22/12/409 du 15 décembre 2022 relative à l'avenant n°10 au contrat de concession à la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Métropolitaine et Territoriale du Var de l'établissement et de l'exploitation des ports de plaisance de l'établissement maritime de Toulon, situés sur les communes de Toulon, La Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier-sur-Mer,

VU l'arrêté du 2 juillet 1971 du Préfet du Var et les avenants successifs pour la concession à la CCI Métropolitaine et Territoriale du Var pour l'établissement et l'exploitation des aménagements pour la navigation de plaisance dans l'Etablissement Maritime de Toulon, comprenant les ports de Toulon, La Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier-sur-Mer,

VU les contrats d'amodiation d'une durée de 30 ans en date du 30 janvier 1989 consentis par la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var à la société « International Marine Services » (IMS) et leurs avenants successifs concernant un terrain de 5 240 m² de terrain, 12 950 m² de terre-pleins et 2 600 m² de bâtiments sur le site portuaire du Pin Rolland à Saint-Mandrier-sur-Mer,

VU les avenants à ces contrats en date du 4 août 2021 qui ont acté la prolongation de l'occupation jusqu'au 31 décembre 2022,

CONSIDERANT qu'en raison de la complexité des négociations pour l'attribution du nouveau contrat de Délégation de Service Public, le contrat de concession consenti à la CCI Métropolitaine et Territoriale du Var doit être prolongé par l'avenant 10 avec une date de fin au plus tard le 31 décembre 2023 inclus afin d'assurer la continuité de l'exploitation des ports,

CONSIDERANT que la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var est autorisée à accorder, sur le domaine public dont elle est concessionnaire, des autorisations d'activité et/ou d'occupation du domaine public,

CONSIDERANT que les contrats d'amodiation consentis à la société « International Marine Services » (IMS) arriveront à leur terme le 31 décembre 2022,

CONSIDERANT qu'il faudra permettre au futur gestionnaire des ports de plaisance d'engager la procédure de mise en concurrence prévue aux articles L.2122-1-1 et suivant du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques pour la désignation des bénéficiaires d'Autorisations d'Occupation Temporaire sur les ports,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à demander au concessionnaire, la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var d'effectuer les démarches nécessaires pour prolonger l'occupation terrestre du site actuellement occupé par la société « International Marine Services » (IMS) jusqu'au 31 décembre 2024 et à signer tous les actes qui en découlent.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR 13
CONTRE 0
ABSTENTION 0

